

Soulèvement de la jeunesse, colère rouge dans tout le pays, services publics sous perfusion, Budget Lecornu 2027 : le gouvernement coupe dans le social, on coupe court.



Services publics

75

Comité
des syndicats
Ville de Paris

la
cgt

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE DES LE 5 NOVEMBRE 2026

Avec 1,2 milliard de personnes sous le seuil de pauvreté en 2025, soit une hausse de 51 millions par rapport à l'année précédente...

La précarité progresse dans le monde pour la première fois en quinze ans, alors que dans le même temps, près de 25 millions d'individus jouissent d'un patrimoine de 98 300 milliards de dollars, un record depuis 2018 !

Du côté de la France métropolitaine, **7 millions d'adultes déclarent manquer de nourriture, une proportion qui bondit à 25 % chez les 18-24 ans.**

Cette précarité alimentaire ne touche pas seulement les étudiants, mais aussi les jeunes actifs et ceux qui peinent à trouver un emploi stable.

La macronie depuis dix ans est une véritable escroquerie, elle n'a pour objectif que l'intérêt des classes supérieures. C'est un vol en bande organisée de nos impôts, de notre force de travail, de notre protection sociale, en donnant toujours plus à celles et ceux qui ont déjà trop.

Les médias capitalistes, complices de la bourgeoisie, martèlent matin midi et soir qu'il faut « Préserver les finances publiques » en culpabilisant les travailleuses, les travailleurs, maintenant les enfants et l'ensemble de toutes et tous ceux qui osent exprimer haut et fort leur désespoir. Ce qu'ils entendent à travers cette propagande, c'est de faire en sorte que ces finances publiques ne servent qu'aux bénéfices des entreprises privées et non à la classe ouvrière.

Le camp du capital peut ainsi poursuivre son régime d'accumulation des richesses et de parasitisme. Pour préserver ce pouvoir, la classe bourgeoise a besoin d'accentuer un régime autoritaire, face à toute contestation sociale. C'est ce que nous observons actuellement à travers le mouvement de la jeunesse réprimé par une violence d'état absolue, notamment lors de la manifestation de la fonction publique du 29 septembre et à travers les manifestations du 17 et du 24 octobre 2026.

Le capital à travers ce gouvernement, le Medef et la bourgeoisie, qui agit toujours avec l'intérêt de son portefeuille, tente de perpétuer sa domination quitte à nous mener au fascisme et à la guerre.

Macron, en tant que bon "vassal européeniste", aura rempli son rôle en **accentuant les inégalités en vigueur dans la société, en développant une doctrine de plus en plus autoritaire du maintien de l'ordre et en attaquant le droit fondamental de grève constitutionnel.**

Dans ce contexte où la continuité des mobilisations s'impose, les syndicats CGT du Comité de la Ville de Paris appellent tous les agents de la collectivité parisienne à être **en grève dès le 05 novembre 2026** contre les politiques d'austérité de ce gouvernement, pour nos emplois, pour nos pensions et contre cette autoritarisme d'état jusqu'au boutiste...

Continuons à construire le rapport de force nécessaire face à un gouvernement qui vient d'annoncer 54 milliards d'économies à récupérer sur les retraités, les familles, les étudiants, la Sécurité Sociale...



Nous devons faire bloc pour sortir de cette spirale infernale dans laquelle les politiques Macronistes, Sarkozystes et Hollandistes nous ont mené jusque-là. N'observons plus de loin ces milliards que le Capital capte sur la sueur de notre force de travail, pour que des actionnaires de plus en plus voraces desservent notre système social collectif pour leurs profits individuels.

À Paris, le maire social-démocrate Emmanuel Grégoire qui avait voté le budget 2026 en tant que député socialiste à l'assemblée nationale avec les macronistes et les républicains, joue lui aussi son rôle au service du capital : Baisse des taux directeurs de prime pour 2027, prévoyance obligatoire financée par les agents de la collectivité, suppressions de l'APS annuelle (Allocation Prévoyance Santé), négociations salariales au point mort...

Les syndicats CGT du Comité de la Ville de Paris revendiquent pour :

- L'augmentation du point d'indice à 6,50€, l'amélioration des grilles indiciaires l'indexation du point d'indice sur l'inflation, et l'intégration des primes dans les salaires ;
- Le plein emploi au statut à la Ville de Paris pour renforcer un service public de qualité et notre caisse de retraite la CNRACL, avec l'arrêt immédiat de la précarisation comme mode de recrutement ;
- La retraite à taux plein à 60 ans maximum pour tous, 55 ans pour la catégorie active et 50 ans pour la catégorie insalubre avec bonifications pour ces deux catégories, après 37,5 années de cotisations, pour un montant garanti de 75% du traitement budgétaire calculé sur l'indice des 6 derniers mois d'activité. Le financement de la retraite doit impérativement rester basé sur la solidarité et sur le système de la répartition ;
- Remise en place de la péréquation pour les retraités, non à une imposition supplémentaire pour ces derniers ;
- L'arrêt de toutes les coupes budgétaires de fonctionnement, des suppressions de postes et des privatisations à la Ville de Paris ;
- La prise en charge à 100% de la prévoyance obligatoire à partir du 1er janvier 2027 ;
- Le maintien de l'APS annuelle pour les agents de la Ville de Paris, décorrélé de la santé ;
- L'extension des ratios promu/promouvable à 100% pour la catégorie A ;
- Un véritable plan de déprécarisation à la Ville de Paris ;
- Le maintien à 100% de la rémunération pour les agents en Congés Maladie et le retrait du jour de carence ;
- La réintégration dans leur métier des agents suspectés et innocentés, toutes directions confondues.

Dès le jeudi 05 novembre 2026 :

Bloquons notre outil de travail à la prise de service et rassemblons-nous massivement en manifestation, c'est le moment de faire entendre notre colère, nos revendications nationales, comme nos revendications locales...

C'est le moment de démontrer notre détermination face à ce gouvernement et à l'exécutif parisien, afin d'améliorer la situation de l'ensemble des personnels de la Ville de Paris...



Dans ce contexte insurrectionnel, la seule violence que nous devons condamner, c'est la violence sociale et répressive développée par ce gouvernement depuis 10 ans !!!

Rejoindre la manifestation

(lieu à venir sur notre site internet).

